

# Ville de Malakoff



## **DECISION MUNICIPALE N° DEC2023\_200**

Direction : DGA - N. Strauss

**OBJET : Contrat de prestation de service entre la ville de Malakoff et l'association Les Petits Débrouillards Ile-de-France relatif à la mise en œuvre du projet des Ateliers scientifiques dans les écoles de Malakoff 2023-2024.**

**Madame la Maire de Malakoff,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

**Vu** le Code de la commande publique ;

**Vu** la délibération du conseil municipal n°2020-19 du 23 mai 2020 par laquelle le conseil municipal a chargé Madame la Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L.2122.22-4° du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le projet de contrat de partenariat à intervenir entre la ville de Malakoff et l'association Les Petits débrouillards Ile-de-France relatif à la mise en œuvre du projet des Ateliers scientifiques dans les écoles de Malakoff 2023-2024 ;

**Considérant** que la ville souhaite développer la culture scientifique par l'intermédiaire des établissements scolaires communaux ;

**Considérant** que le projet des Ateliers scientifiques dans les écoles de Malakoff répond à cet objectif communal ;

**Considérant** la nécessité de conclure un contrat de partenariat avec l'association Les Petits Débrouillards pour la mise en œuvre dudit projet ;

### **DÉCIDE,**

**Article 1 : D'APPROUVER** les termes du contrat de prestation de service à intervenir entre la ville de Malakoff et l'association Les Petits Débrouillards Ile-de-France relatif à la mise en œuvre du projet des Ateliers scientifiques dans les écoles de Malakoff 2023-2024, annexé à la présente décision.

**Article 2 : DE SIGNER** ledit contrat, ainsi que les actes administratifs en découlant à l'exclusion des avenants.

**Article 3 : DE DIRE** l'association Les Petits Débrouillards s'engage à mener à son terme le projet des Ateliers scientifiques dans les écoles de Malakoff 2023-2024. En contrepartie, la ville s'engage à verser à ladite association la somme de 9 950 € (neuf mille neuf cent cinquante euros) TTC.

Les factures seront éditées et transmises sur la plateforme  
l'échéancier suivant :

- 1<sup>er</sup> acompte de 1 500 € (mille cinq cent €uros), TTC en décembre 2023
- 2<sup>ème</sup> acompte de 3 500 € (trois milles cinq cent €uros), TTC en février 2024
- 3<sup>ème</sup> acompte de 3 500 € (trois milles cinq cent €uros), TTC en avril 2024
- Solde de 1 450 € (mille quatre cent cinquante €uros), TTC en juillet 2024, au terme du projet

**Article 4** : La présente décision sera exécutoire de plein droit à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication sous forme électronique.

Fait à Malakoff, le 23 octobre 2023

Maire de Malakoff  
**Jacqueline BELHOMME**

\*La Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.



# CONTRAT DE PARTENARIAT RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Envoyé en préfecture le 31/10/2023

Reçu en préfecture le 31/10/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20231030-DEC2023\_200-AR



## Ateliers scientifique dans les écoles de Malakoff 2023-2024

Entre

### L'Association Petits Débrouillards Ile-De-France

N° SIRET : 429 943 269 000 51

Située : 2 Avenue du Président Salvador Allende – 93100 Montreuil

Tel : 01 53 56 07 20

Représentée par sa Présidente Marie BODEUX

ci-après dénommée « APDIDF »

Et

### Mairie de Malakoff

Située

N° SIREN : 219 200 466

1 Place du 11 novembre 1918

92240 Malakoff

Tel : 01 47 46 75 00

Représentée par Madame Jacqueline Belhomme, Maire

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

ANNEXE À LA CONVENTION : Projet Malakoff-Petits Débrouillards 2023-2024

### Article 1 : Objet

Cette convention a pour objet d'organiser les relations entre l'APDIDF et la Mairie de Malakoff dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Ateliers scientifique dans les écoles » et, notamment de :

- Déterminer les droits et obligations de chaque partie
- Déterminer la gestion et le suivi de la mise en œuvre du projet.

### Article 2 - Modalités de la mise en place du projet

Trois classes de Malakoff participent au projet.

Le projet comprend pour chacune des classes :

- 5 séances d'animation de 2h consécutives par classes pour 3 classes, encadrées par 1 animateur.trice - soit 25 séances au total
- 1 rencontres avec un.une professionnel.le scientifique – soit 3 rendez-vous pour l'ensemble des classes
- 1 séance de valorisation au sein de l'école (3h de présence), encadrée par 1 animateur.trice - soit 5 restitutions au total

La coordination comprend :

- Planification des séances par les Petits Débrouillards en lien avec les enseignants.es, le suivi global, suivi des animateurs, matériel d'animation et mise en place de la restitution.

### Article 3 : Engagements des Petits Débrouillards

Les Petits Débrouillards assurent la mise en place des animations et s'assurent du bon déroulement du projet. Ils s'engagent pour ce faire à :

- Encadrer les animations,
- Assurer la formation et le suivi pédagogique des animateurs.trices
- Rémunérer les charges patronales et salariales concernant les animateurs.trices, selon la législation en vigueur,
- Prendre en charge les fournitures et le matériel nécessaire
- Assure la planification des séances avec les enseignants.es
- Participer aux réunions préparatoires et de bilan en partenariat avec la direction des Affaires Culturelles de la ville et l'inspection académique
- Produire un bilan moral et financier en juillet 2023

### Article 4 : Engagements de Malakoff

La mairie de Malakoff s'engage à :

- Mettre à disposition des activités les salles et espaces permettant d'accueillir les animations, en répondant aux besoins logistiques cités dans l'article 1.
- Fait le lien entre les enseignants.es et les Petits Débrouillards
- Régler les sommes déterminées dans l'article 6
- Prendre en charge les frais d'annulation déterminées dans l'article 7

### Article 5 : Durée de la convention

01 septembre 2023 au 5 juillet 2024.

### Article 6 : Conditions financières

Le coût total du projet s'élève à 9 950€ (neuf mille neuf cent cinquante euros) net de taxe. Les Petits Débrouillards n'étant pas soumis à la TVA, les prix s'entendent sans taxes.

Ces coûts comprennent la coordination générale et par classe, l'animation et les rencontres avec professionnel.le, le matériel, les déplacements dans les écoles.

Les factures seront éditées et transmises sur Chorus de la manière suivante :

- 1<sup>er</sup> acompte de 1500€ en décembre 2023
- 2<sup>ème</sup> acompte de 3500€ en février 2024
- 3<sup>ème</sup> acompte de 3500€ en avril 2024
- Solde de 1450€ en juillet 2024, au terme du projet

Les règlements s'effectueront par virement bancaire aux coordonnées suivantes :

<i>CAISSE D'ÉPARGNE Economie Sociale Paris</i>			
<i>19 rue Du Louvre CS 60012</i>			
<i>75036 PARIS CEDEX 01</i>			
<i>Banque</i>	<i>Guichet</i>	<i>Compte</i>	<i>Clé RIB</i>
<i>17515</i>	<i>90000</i>	<i>08268146624</i>	<i>04</i>

N° SIRET : 429 943 269 000 51

Code APE : 9499Z

### Article 7 : Défaut d'activité - Annulation

En cas d'annulation d'une séance du fait des Petits Débrouillards, celle-ci pourra être décalée.

En cas d'annulation d'une activité du fait du bénéficiaire, moins de celle-ci sera facturée à 50 %. En cas d'annulation à moins de 24 heures sera facturée à 100 %.

### Article 8 - Communication

Les personnes morales de cette convention s'engagent à se citer mutuellement lors de toute publication publique concernant ce projet. L'association s'engage à respecter la charte de la communication de la Ville de Malakoff.

### Article 9- Avenant

Toute modification du projet, de son financement ou de sa mise en œuvre nécessite l'accord préalable des parties. Dans le cas où les parties estimeraient nécessaire d'apporter des modifications à la convention, un avenant devra être conclu avant que ces modifications soient mises en œuvre.

### Article 10 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée de plein droit lorsque après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, l'APDIDF n'aura pas pris d'urgence toutes les dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des ateliers qui lui ont été confiés par la présente.

La dénonciation de la convention pourra également intervenir dans le cas où les responsables de l'APDIDF feraient l'objet d'une procédure pénale et si l'APDIDF était amenée à disparaître.

Toutefois, les prestations déjà exécutées donneront lieu à paiement au prorata du temps réalisé par l'APDIDF.

### Article 11 – Règlements des litiges

Les personnes morales de cette convention conviennent d'utiliser les voies amiables de conciliation pour les éventuels litiges survenant à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou l'inexécution d'une obligation quelconque de la convention. En cas d'échec de la conciliation, les personnes morales pourront décider de porter leur différend devant la juridiction compétente. Le droit applicable est le droit français.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Denis le 20 octobre 2023

Pour les Petits Débrouillards  
Marie BODEUX Présidente  
Par Délégation Gaëlle Prat,  
Chargée de secteur

Pour le bénéficiaire  
Madame Jacqueline BELHOMME, Maire,

*Gaëlle PRAT*  
*Chargée de secteur*



# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **SAMEDI 23 MAI 2020**

**Objet** : Délégations de pouvoir attribuées au Maire par le conseil municipal dans le cadre de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b>	<b>DEL2020_19</b>
En exercice : 39	<b>Arrivée en Préfecture le : 26 Mai 2020</b>
Présents : 37	<b>Publiée le : 26 Mai 2020</b>
Représentés (ayant donné mandat) : 2	<b>Exécutoire le : 26 Mai 2020</b>
Absents (sans mandat) : 0	

L'an deux-mille-vingt le samedi 23 mai à 11 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués le 19 mai 2020, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, Jacqueline BELHOMME.

### **Etaient Présents (37) :**

Mme Jocelyne BOYVAL, Mme Catherine MORICE, M. Dominique CARDOT, Mme Fatiha ALAUDAT, Mme Carole SOURIGUES, Mme Virginie APRIKIAN, M. Michaël GOLDBERG, M. Pascal BRICE, Mme Annick LE GUILLOU, M. Rodéric AARSSE, M. Antonio OLIVEIRA, Mme Bénédicte IBOS, M. Loïc COURTEILLE, Mme Corinne PARMENTIER, Mme Sonia FIGUÈRES, M. Thomas FRANÇOIS, Mme Vanessa GHIATI, M. Grégory GUTIEREZ, Mme Dominique TRICHET-ALLAIRE, M. Saliou BA, M. Michel AOUAD, Mme Nadia HAMMACHE, M. Nicolas GARCIA, M. Jean-Michel POULLÉ, M. Farid HEMIDI, M. Martin VERNANT (arrivée à 11h12), M. Aurélien DENAES, M. Antony TOUEILLES, Mme Tracy KITENGE, Mme Fatou SYLLA, M. Gilles BRESSET, M. Roger PRONESTI, Mme Emmanuelle JANNÈS, M. Olivier RAJZMAN, Mme Charlotte RAULT, M. Stéphane TAUTHUI.

### **Mandats donnés :**

Madame Julie MURET donne pouvoir à Madame Dominique TRICHET-ALLAIRE  
Madame HÉLA BEL HADJ YOUSSEF donne pouvoir à Monsieur Antony TOUEILLES

### **Secrétaire de séance :**

Madame Fatou SYLLA, en conformité avec l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée par le conseil municipal pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance du 23 mai 2020

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2020\_19

Service : Direction générale des services

Objet : Délégations de pouvoir attribuées au Maire par le conseil municipal dans le cadre de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-19, L.2122-22, L.2122-23,

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

**Vu** la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain modifiant l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),

**Vu** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

**Vu** l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,

**Vu** le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,

**Vu** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

**Vu** la délibération du conseil de territoire n°CT 15-2017 de l'établissement public territorial « Vallée Sud – Grand Paris », en date du 07 mars 2017, portant délégation de l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) à la commune de Malakoff,

**Vu** la délibération du conseil de territoire n°CT 34-2017 de l'établissement public territorial « Vallée Sud – Grand Paris », en date du 28 mars 2017, portant délégation de l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) à des organismes tiers sur la commune de Malakoff,

**Considérant** qu'il est souhaitable, afin d'assurer une meilleure efficacité dans la gestion des affaires courantes et dans le souci d'alléger l'ordre du jour des séances du conseil municipal, que le conseil municipal délègue une partie de ses attributions à Madame la Maire,

**Considérant** les possibilités de délégations complémentaires introduites par les lois n°2015-991 du 7 août 2015, n°2017-257 du 28 février 2017, n°2018-1074 du 26 novembre 2018 permettant de faciliter la bonne marche de l'administration communale,

**Considérant** que, sous l'effet de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, le droit de préemption urbain a été transféré de plein droit à l'établissement public territorial « Vallée Sud – Grand Paris »,

**Considérant** que, par la délibération du conseil de territoire n°CT 15-2017, en date du 07 mars 2017, l'établissement public territorial « Vallée Sud – Grand Paris » a décidé de déléguer l'exercice du droit de préemption urbain renforcé à la commune de Malakoff sur l'intégralité du territoire communal, à l'exception des périmètres d'intervention de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France,

**Considérant** que, par la délibération du conseil de territoire n°CT 34-2017, en date du 28 mars 2017, l'établissement public territorial « Vallée Sud – Grand Paris » a décidé de déléguer l'exercice du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France sur les secteurs Danton/Charles de Gaulle, Pierre Larousse, Avaulée, Péri/Brossolette, Colonel Fabien, Frères Vigouroux, situés sur la commune de Malakoff,

**Après en avoir délibéré,**

**Par 39 voix pour dont 2 mandats (Mme MURET, Mme BEL HADJ YOUSSEF)**

**Article 1 : DÉLÈGUE** à Madame la Maire le pouvoir de prendre toute décision pour :

**1°** - Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales.

**2°** - Fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics.  
Ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées.

**3°** - Procéder, selon les conditions fixées par **l'annexe 1 de la présente délibération**, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts et à la sécurisation de l'encours de la dette.

**4°** - Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution, le règlement des marchés et des accords-cadres de fournitures, services, travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

**5°** - Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses, qu'il s'agisse de biens mobiliers que la ville donne à bail, ou de biens immobiliers que la ville donne ou prend à bail, sur le domaine public ou privé, pour une durée n'excédant pas douze ans.

**6°** - Passer les contrats d'assurance, ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.

**7°** - Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.

**8°** - Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.

**9°** - Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

**10°** - Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

**11°** - Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts.

**12°** - Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes.

**13°** - Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement.

**14°** - Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.

**15°** - Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire.

**16°** - Intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les conditions suivantes :

- Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des juridictions de l'ordre administratif, y compris les juridictions spécialisées, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation dans le cadre du contentieux de l'annulation, de la responsabilité contractuelle ou non contractuelle ou de tous autres contentieux, saisines ou affaires nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ;
- Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des juridictions de l'ordre judiciaire, qu'il s'agisse de juridictions civiles, pénales ou toutes autres juridictions spécialisées, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation dans le cadre de tout contentieux ou affaires nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ;
- Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des autorités administratives indépendantes dans le cadre de toute procédure nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ;
- Constitution de partie civile en vue d'obtenir réparation des préjudices personnels et directs subis par la ville du fait d'infractions pénales, ainsi que les consignations qui s'avèreraient nécessaires dans le cadre de ces procédures ;
- Transiger avec les tiers dans la limite de 1000 euros.

**17°** - Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, à l'exclusion de celles concernant les accidents incluant des personnes.

**18°** - Donner, en application de l'article L.324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local.

**19°** - Signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.

**20°** - Réaliser les lignes de trésorerie selon les conditions fixées **par l'annexe 2 de la présente délibération.**

**21°** - Exercer ou déléguer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du code de l'urbanisme pour des aliénations à titre onéreux dans la limite d'un montant inférieur à 1 000 000 d'euros.

**22°** - Exercer, au nom de la commune, le droit de priorité défini aux articles L.240-1 et suivants du code de l'urbanisme.

**23°** - Prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-1 et L.533-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

**24°** - Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

**(25°)**

**26°** - Demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions dans les conditions suivantes :

- Tout organisme public, dont l'État et ses établissements publics, émanations et agences, les collectivités territoriales, les instances européennes et leurs agences ;
- Tout organisme privé concourant par son action à l'intérêt général ;
- Aux plus hauts montants disponibles au vu des seuils définis par l'organisme financeur et au vu des projets portés par la ville, objets des subventions recherchées.

Les demandes de subventions incluent tout document administratif ou technique de nature à permettre l'instruction par l'organisme financeur, ainsi que le versement effectif de la participation lorsqu'elle a été confirmée. Dans le cas où l'obtention d'une subvention est subordonnée à la signature d'une convention avec l'organisme financeur, cette dernière est approuvée par le conseil municipal, sauf caractère d'urgence mettant en péril la procédure d'obtention.

**27°** - Procéder au dépôt des déclarations préalables, des demandes de permis de démolir, permis de construire et permis d'aménager pour des opérations autorisées par le conseil municipal.

**28°** - Exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

**29°** - Ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L.123-19 du code de l'environnement.

**Article 2 : AUTORISE** un adjoint, dans l'ordre du tableau, à exercer les délégations consenties à la Maire en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, dans les conditions fixées par l'article L.2122-17 du code général des collectivités territoriales.

**Article 3 : DÉCIDE** que les décisions prises en application de la présente délibération peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation de la Maire, dans les conditions fixées par l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales.

**Article 4 : DÉCIDE** que les décisions prises en application de la présente délibération peuvent être signées par un membre de l'administration municipale agissant par délégation de la Maire, dans les conditions fixées par l'article L.2122-19 du code général des collectivités territoriales.

**Article 5 : PREND ACTE** que, conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, la présente délégation ne saurait excéder la durée du mandat.

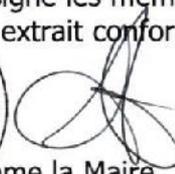
**Article 6 : PREND ACTE** que le conseil municipal sera tenu informé des décisions prises dans le cadre de la délégation, dans les conditions prévues à l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales.

**Article 7 :** La Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte.

Fait et délibéré à la date ci-dessus

Ont signé les membres présents

Pour extrait conforme au registre



Madame la Maire,

**Jacqueline BELHOMME**